



Nations-Unies : L'Union européenne refuse de condamner le nazisme

Par [Giulietto Chiesa](#)

Mondialisation.ca, 24 novembre 2014
megachip.globalist.it

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#)

Une Commission des Nations Unies a examiné récemment un document condamnant la glorification du nazisme. Le texte en français [se trouve ici](#). Le vote final a donné les résultats suivants : 115 votes pour, 3 votes contre, 55 abstentions. Les 3 votes contre sont ceux de l'Ukraine, des Etats-Unis et du Canada. L'Italie, en sa qualité de présidente tournante de l'Union européenne a voté l'abstention, s'alignant ainsi avec tous les pays européens [dont la France - NdT]

La déclaration faite par l'Italie lors du vote mérite d'être rapportée ici, sur la base du [résumé qu'en a fait le service de presse de l'ONU](#) lui-même :

« S'expliquant sur son vote une fois exprimé, le représentant de l'Italie, qui parlait au nom de l'Union européenne, a expliqué que l'Union était engagée dans le combat contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et les intolérances qui en découlent, à travers un effort général conduit au niveau national, régional mais aussi international. Chaque État est libre de décider du contenu du texte des résolutions, mais l'Union a quelques doutes quant à la sincérité de celui-ci, étant donné que le principal soutien de cette résolution a violé des droits de l'homme. »

Remarquons au passage que le représentant italien évite soigneusement de mentionner le « nazisme ». Et l'on comprend bien pourquoi, l'Union européenne étant en liens étroits avec un gouvernement - celui d'Ukraine - qui inclut des forces célébrant ouvertement le nazisme. Le prétexte avancé est d'ailleurs non seulement puéril, mais parfaitement ridicule au plan diplomatique. Si le vote d'une résolution devait dépendre de la bonne foi de celui qui la propose, de toute évidence, il n'y aurait plus aucun vote possible dans aucune assemblée internationale. Dans ce cas, le pays qui avait proposé la résolution était bien évidemment la Russie, et non la superpuissance qui garde encore ouvert le camp de Guantanamo.

Mais le plus impressionnant reste cet ensemble de trois votes contraires, avec les Etats-Unis, le Canada, qui sont les principaux sponsors de l'Ukraine.

La déclaration de l'Ukraine faite au moment du vote est particulièrement significative. Son représentant a justifié son vote contre, en disant :

« le stalinisme (sic) a tué beaucoup de gens dans les goulags, » et il a condamné Staline et Hitler comme criminels internationaux. Il a invité la fédération russe à arrêter de glorifier le stalinisme. C'est pour ces raisons qu'il ne peut pas appuyer ce document. *« Toute intolérance doit être combattue de manière appropriée et équilibrée. Il est erroné de*

manipuler l'histoire en fonction de son propre agenda politique. La fédération russe soutient des groupes néonazis et nationalistes en Crimée. » Il a annoncé qu'il votait contre, en expliquant que « la résolution contenait un message erroné. »

Chacun peut tirer ses propres conclusions de ces déclarations qui, au moins sur le plan historique, couvrent l'Occident de honte.

Mais pour éprouver de la honte, encore faut-il connaître ces faits. Et la plupart des gens ne savent rien de tout cela. En fait, cette information que nous vous délivrons ici, a été totalement ignorée par tous les quotidiens italiens [et français - NdT] et toutes les télévisions italiennes [et françaises - NdT].

Third Committee: Plenary

Vote Name:
A/C.3/69/L.56/Rev.1

Combating glorification of Nazism, neo-nazism and other practices that contribute to fuelling contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance

Yes 115	No 3	Abstain 55	
-------------------	----------------	----------------------	---

Vote Time: 11/21/2014 3:17:57 PM

Y AFGHANISTAN	Y DOMINICA	A ERI特里亚	SAO TOME AND PRINCIPE
A ALBANIA	Y DOMINICAN REPUBLIC	A LUXEMBOURG	Y SAUDI ARABIA
Y ALGERIA	Y ECUADOR	Y MADAGASCAR	Y SENEGAL
A ANDORRA	Y EGYPT	Y MALAWI	Y SERBIA
Y ANGOLA	Y EL SALVADOR	Y MALAYSIA	Y SEYCHELLES
Y ANTEGUA AND BARBUDA	Y EQUATORIAL GUINEA	Y MALDIVES	Y SIERRA LEONE
Y ARGENTINA	Y ESTONIA	A MALI	Y SINGAPORE
Y ARMENIA	Y ETHIOPIA	A MALI	A SLOVAKIA
A AUSTRALIA	Y FIJI	Y MARSHALL ISLANDS	A SLOVENIA
A AUSTRIA	A FINLAND	Y MAURITANIA	Y SOLOMON ISLANDS
Y AZERBAIJAN	A FRANCE	Y MAURITIUS	Y SOMALIA
Y BAHAMAS	Y GABON	Y MEXICO	Y SOUTH AFRICA
Y BAHRAIN	Y GAMBIA	Y MICRONESIA (FEDERATED STATES OF)	A SOUTH SUDAN
Y BANGLADESH	A GEORGIA	A MONACO	A SPAIN
Y BARBADOS	A GERMANY	Y MONGOLIA	Y SRI LANKA
Y BELARUS	Y GHANA	A MONTENEGRO	Y SUDAN
A BELGIUM	A GREECE	Y MOROCCO	Y SURINAME
A BELIZE	Y GRENADA	Y MOZAMBIQUE	Y SWAZILAND
Y BENIN	Y GUATEMALA	Y MYANMAR	A SWEDEN
Y BHUTAN	Y GUINEA	NAMIBIA	A SWITZERLAND
Y BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)	Y GUYANA	NAURU	Y SYRIAN ARAB REPUBLIC
A BOSNIA AND HERZEGOVINA	Y HAITI	Y NEPAL	Y TAJIKISTAN
Y BOTSWANA	Y HONDURAS	A NETHERLANDS	Y THAILAND
Y BRAZIL	A HUNGARY	A NEW ZEALAND	A THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA
Y BRUNEI DARUSSALAM	A ICELAND	Y NICARAGUA	Y TIMOR-LESTE
A BULGARIA	Y INDIA	Y NIGER	Y TOGO
Y BURKINA FASO	Y INDONESIA	Y NIGERIA	Y TONGA
Y BURUNDI	Y IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)	A NORWAY	Y TRINIDAD AND TOBAGO
Y CABO VERDE	Y IRAQ	Y OMAN	Y TUNISIA
Y CAMBODIA	Y ISRAEL	Y PAKISTAN	A TURKEY
Y CAMEROON	A ITALY	Y PALAU	Y TURKMENISTAN
N CANADA	Y JAMAICA	A PANGLOSS	Y TUVALU
Y CENTRAL AFRICAN REPUBLIC	A JAPAN	Y PAPUA NEW GUINEA	Y UGANDA
A CHAD	Y JORDAN	Y PARAGUAY	N UKRAINE
Y CHILE	Y KAZAKHSTAN	Y PERU	Y UNITED ARAB EMIRATES
Y CHINA	Y KENYA	Y PHILIPPINES	A UNITED KINGDOM
Y COLOMBIA	Y KIRIBATI	A POLAND	Y UNITED REPUBLIC OF TANZANIA
Y COMOROS	Y KUWAIT	A PORTUGAL	N UNITED STATES
Y CONGO	Y KYRGYZSTAN	Y QATAR	Y URUGUAY
Y COSTA RICA	Y LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC	A REPUBLIC OF KOREA	Y UZBEKISTAN
Y COTE D'IVOIRE	A LATVIA	A REPUBLIC OF MOLDOVA	Y VANUATU
A CROATIA	Y LEBANON	A ROMANIA	Y VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)
Y CUBA	Y LESOTHO	Y RUSSIAN FEDERATION	Y VET NAM
A CYPRUS	Y LIBERIA	Y RWANDA	A YEMEN
A CZECH REPUBLIC	A LIECHTENSTEIN	Y SAINT KITTS AND NEVIS	ZAMBIA
Y DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA	A LITHUANIA	Y SAINT LUCIA	Y ZAMBIA
A DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	A LUXEMBOURG	Y SAINT VINCENT AND THE GRENADINES	
A DENMARK	A LUXEMBOURG	A SAMOA	
Y DJIBOUTI	A LIECHTENSTEIN	A SAN MARINO	

Cliquez sur l'image pour l'agrandir

Giulietto Chiesa

Megachip

24 novembre 2014

Traduction : ilfattoquotidiano.fr

Ceux qui ne condamnent pas le nazisme

La source originale de cet article est megachip.globalist.it
Copyright © Giulietto Chiesa, megachip.globalist.it, 2014

Articles Par : **[Giulietto Chiesa](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca